

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU
CONFLIT ARME DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE
DIFFA AU NIGER**

**MEMOIRE POUR L'OBTENTION DU
MASTER II EN MANAGEMENT DES ENTREPRISES ET DES ORGANISATIONS.
OPTION : MANAGEMENT DES CRISES ET ACTIONS ET ACTIONS
HUMANITAIRES.**



Présenté par : ABBA MALLAM Lawan

Travaux dirigés par :

Jury d'évaluation du stage :

Président :

Membres et correcteurs :

Promotion [2017/2018]

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

CITATIONS

Aider celui qui en a besoin est non seulement un devoir, mais aussi source de bonheur.

José Martí (1853-1895), politicien et écrivain cubain.

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

REMERCIEMENTS/ DEDICACE

Nous voudrions remercier particulièrement l'ensemble des responsables de l'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE) pour nous avoir donné l'opportunité de bénéficier de cette formation à distance.

Un grand merci également à Madame la Coordinatrice OUEDRAOGO Sylvie, pour cette formation à distance, vous avez été présente pour nous permettre de suivre toutes les étapes jusqu'au bout.

Mes remerciements à l'endroit du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) pour l'accompagnement dans la poursuite de mon développement professionnel et personnel

Merci beaucoup aux points focaux des différents comités de gestion de site qui m'ont facilité le travail lors de la collecte de données auprès des déplacés du site de Awaridi.

Mes remerciements à ma chère maman, qui n'a pas cessé de me rappeler les retards pour le dépôt du travail de mémoire.

Enfin, un grand merci à ma femme chérie, pour la patience et les encouragements pendant les weekends et les nuits consacrés pour l'élaboration et la rédaction de ce mémoire.

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

RÉSUMÉ

Situé au sud-est du Niger, la région de Diffa vit depuis 2014, les conséquences de la crise humanitaire née du conflit armé du groupe boko haram. Aujourd'hui, La population vit dans un contexte sécuritaire très instable du fait des attaques répétées de la part des hommes armés caractérisées par des mouvements continus des personnes. Dans cet état de fait, la fourniture de l'assistance humanitaire dans la région de Diffa est soumise à une instabilité permanente et les populations sont confrontées à des risques liés à leur protection. Se pose ainsi la question en termes de besoins prioritaires des personnes déplacées dans la région et notamment de son évolution dans le temps.

Bien que satisfait des réponses apportées par les organismes humanitaires, le rôle de l'état dans la gestion de la crise reste moindre aux yeux des déplacés.

En raison du caractère volatile de la situation sécuritaire dans la région, d'importantes préoccupations sur la vulnérabilité des déplacés sont rapportées.

Aux vues de l'analyse de la situation, une meilleure adaptabilité doit être intégrée au système d'assistance afin d'assurer une planification efficace et efficiente à l'avenir permettant de se préparer aux mouvements continus prévisibles, aux déplacements prolongés et précaires et aux ressources et méthodes répondants aux besoins.

Pour éliminer cet écart en situation d'urgence, tous les acteurs et en particulier l'état devront adopter une position de défi face aux besoins humanitaires.

Mots Clés :

- 1 - Crise humanitaire
- 2 – Boko Haram
- 3 - Protection
- 4 - Vulnérabilité
- 5 - Besoins

ABSTRACT

Since 2014 the region of Diffa in Niger republic has been suffering the consequences of the humanitarian crisis stemming from the armed conflict of the boko haram group.

Today, the population lives in a very unstable security context because of the repeated attacks on the part of the armed men characterized by continuous movements of the people.

In this situation, humanitarian assistance in the region is subject to permanent instability with protection risks. the focus is on the priority needs of displaced people in the region, including its evolution over time.

Although satisfied with the responses provided by humanitarian agencies, the role of the government in managing the crisis remains lower in the eyes of the displaced.

Due to the volatile nature of the security situation in the region, significant concerns about the vulnerability cases of displaced persons are reported.

In view of the situation analysis, better adaptability needs to be incorporated into the assistance system to ensure effective and efficient planning in the future to building a rapid response in continuous movements, including resources and methods.

To eliminate this gap in an emergency, all actors, and in particular the government, must adopt a position of defiance against humanitarian needs

Key words:

1 – Humanitarian Crisis

2 – Boko Haram

3 – Protection

4 - Vulnerability

5 – Needs

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

LISTE DES ABREVIATIONS

2iE : Institut international d'ingénierie de l'Eau et de l'Environnement

AEC : Alternative Espace Citoyen

ANDDH : Association Nigérienne pour la Défense de Droit de l'Homme

ASMT: Area Security Management Team

CICR : Comité International de la Croix-Rouge

DRC : Conseil Danois pour les réfugiés

DREC/RM : Direction Régionale de l'Etat Civil, des Réfugiés et des Migrations

EHP : Equipe Humanitaire Pays

GANE : Groupe Armé Non Etatique

HCR : Haut-Commissariat des Réfugiés

IASC : Inter Agency Standing Committee

IRC : International Rescue Committee

OCHA : Office des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaire

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

SFCG : Search For Commund Grund

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Facteurs ayant conduit les déplacés à quitter leur village d'origine

Graphique 2 : Evolution de la taille de la population déplacée sur le site

Graphique 3 : Durée de déplacement depuis le départ du village d'origine des déplacés

Graphique 4 : Personne à l'origine de la prise de décision de quitter le village d'origine ou site secondaire

Graphique 5 : Facteurs ayant conduit le choix du site d'installation

Graphique 6 : Nombre d'incident sécuritaire par mois vécu sur le dernier site avant le déplacement

Graphique 7 : Les différents types d'incidents qui sévit

Graphique 8 : Catégorie des déplacés affectés par les incidents sécuritaires

Graphique 9 : Les principaux auteurs des incidents

Graphique 10 : Principaux besoins prioritaires identifiés par les déplacés

Graphique 11 : L'accès aux services de sociaux de base

Graphique 12 : Obstacles de l'accès aux soins de santé

Graphique 13 : Catégorie des personnes cibles lors des incidents sécuritaires

Graphique 14 : Relation entre les PDI et la population hôte

Graphique 15 : Appréciation des activités humanitaire par les organismes

Graphique 16 : Appréciation du rôle de l'état dans la réponse aux activités humanitaire

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Proportion estimés des personnes déjà déplacés avant l’installation sur le site actuel

Tableau 2 : Proportion sur l’intention de rester sur le site actuel

Tableau 3 : Proportion sur les séparations familiales

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

IMAGES :

Image 1 : Déplacement d'une vague des déplacés à la suite d'une attaque des sites par des hommes armés.

Image 2 : Des biens alimentaires et non alimentaires incendiés lors d'une attaque

Image 3 : Echange avec un enfant non accompagné

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

SOMMAIRE

Citations.....

Dédicaces.....

Résumé.....

Abstract.....

Liste des sigles et abréviations.....

Liste des graphiques.....

Liste des tableaux.....

Liste des images.....

I. Introduction.....

II. Objectifs et Hypothèse d'étude.....

III. Matériels et Méthodes.....

IV. Résultats.....

V. Discussion et Analyses.....

VI. Conclusions.....

VII. Bibliographie.....

IX. Annexes.....

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

I. INTRODUCTION

Situé au cœur d'une zone de fortes turbulences géopolitiques, le Niger reste un maillon fragile de l'espace sahélien. Le pays n'a toujours pas résolu les immenses défis économiques et démographiques auxquels il est confronté. Arguant des menaces qui pèsent sur ses frontières avec le Mali, la Libye et le Nigéria, les autorités mettent l'accent sur la sécurité au détriment du projet socioéconomique. ¹

Les capacités d'ajustement et de résilience des populations sont considérablement réduites du fait des conséquences fâcheuses des crises sécuritaires qui secouent toute la bande sahélo-saharienne et le Nord Nigeria, avec leur cortège de retournés et des réfugiés auxquels l'État se doit d'apporter une aide conséquente. Ces crises entraînent également des conséquences perceptibles sur les échanges commerciaux, y compris dans le domaine alimentaire. ²

Au cours des quatre (4) dernières années ³, l'insurrection armée du groupe Boko Haram, qui a pris naissance au nord-est du Nigeria, s'est progressivement étendue à la région de Diffa au Niger ; avec son cortège de violations et d'atteintes graves aux droits humains, de déplacements forcés de populations et de destructions de biens matériels.

Les attaques récurrentes des insurgés de Boko Haram, ont ainsi provoqué une crise humanitaire inédite dans cette région des confins du lac Tchad.

Le document d'évaluation des besoins humanitaires du Niger, publié en fin décembre 2018 par le bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies au Niger (OCHA), indique que 461 323 personnes, soit près de 62,50% de la population de la région, auront besoin d'une assistance humanitaire en 2019 pour faire face à des besoins basiques tels que l'alimentation, les soins de santé et l'eau potable. ⁴

Aujourd'hui, la région de Diffa compte le plus grand nombre de déplacés internes et de réfugiés. La direction régionale de l'état civil et de la Migration(DREC/) a recensé au 30 Juin 2019, 248 887 personnes vivant hors de leurs résidences habituelles, dont 104 288 déplacés internes, 118 868 réfugiés venus essentiellement du Nigeria voisin et 25 731 retournés. La plupart de ces personnes dépendent, en grande partie, de l'aide internationale apportée par les organisations humanitaires présentes sur le terrain.

La situation sécuritaire reste donc toujours préoccupante dans cette région, en particulier dans les zones situées le long de la Komadougou Yobé, un des deux principaux cours d'eau de la région. En effet, les attaques armées sont encore fréquentes, et les populations civiles continuent de vivre dans la psychose. Les données statistiques publiées par le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU au Niger (OCHA) indiquent d'ailleurs que le nombre des incidents liés au groupe Boko Haram a augmenté au cours de cette année. ⁴

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

Aussi, importe-t-il de noter que la protection des populations civiles, qui est l'un des enjeux majeurs du droit international humanitaire, reste toujours un énorme défi, tant pour les acteurs humanitaires que pour les pouvoirs publics. La persistance de l'insécurité a, non seulement accentué les difficultés de délivrance des services publics, qu'il s'agisse des soins de santé ou de l'éducation ; mais aussi, ouvert la voie à des violations graves des droits humains, perpétrées par les insurgés de Boko Haram.

Le groupe Boko Haram continue de mener des raids, des assauts ainsi que les opérations suicides dans la région qui vit depuis la première attaque sur son territoire en février 2015 au rythme de l'Etat d'urgence. Aujourd'hui, il s'agit d'une crise de portée régionale qui affecte profondément tout le système du bassin du Lac Tchad dans sa complexité d'interdépendance représentant les pôles de production centraux de la région : le lac Tchad et la rivière Komadougou Yobé. ⁵

Les mouvements transfrontaliers et l'insécurité permanente font partie de deux côtés visibles de la crise.

Proscrite à l'accès pour les civiles depuis l'évacuation d'avril 2015 ⁵, la zone du lac est devenue une zone de non-droit, un lieu où les insurgés vivent et luttent avec les différents types des forces de l'ordre, mais aussi avec des nomades, agriculteurs et pêcheurs, tous ceux qui s'aventurent dans la zone pour retrouver les filières de production abandonnée à la suite du conflit. Certains d'entre eux, en payant une sorte d'impôts, parviennent à négocier avec les insurgés une zone et ou un temps d'accès au lac pour assurer la survie de leurs familles ou la survie des animaux. Ainsi, malgré l'interdiction formelle d'accès au lac Tchad, les allers-retours entre la zone de « non-droit » et la zone « d'insécurité » marquent profondément la complexité du tissu social de la zone. ⁶

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

II. PROBLÉMATIQUE

Confrontée à un afflux des populations fuyant le conflit armé au nord-est du Nigeria, des dizaines de milliers de personnes ont franchi la frontière Nigériane à la recherche des lieux plus sûrs dans la région de Diffa au Niger.

La situation ainsi créée fait peser des risques majeurs sur les plans sécuritaires, alimentaires et nutritionnels. A ces effets humanitaires auxquels fait face la région, s'est ajouté un deuxième choc découlant de la campagne agropastorale de 2014 qui s'est avérée déficitaire.

A l'effet de créer les conditions d'une réponse adaptée, efficace et efficiente aux besoins des déplacés et des populations hôtes, le Gouvernement de la République du Niger lance solennellement un vibrant appel dit "appel de Bosso" le 10 décembre 2014 pour une solidarité nationale et internationale en vue de faire face efficacement à cette crise humanitaire avérée. ⁷

En février 2015, Boko Haram a attaqué simultanément les villes de Diffa et de Bosso au Niger, la première attaque de ce type sur le sol nigérien. Ces attaques ont conduit à l'évacuation de nombreuses organisations d'aide humanitaire et les contre-mesures militaires adoptées par l'armée nigérienne, à la suite de ces événements, se sont traduites par un accès restreint à certaines zones notamment le long de la frontière près de la rivière Komadougou, dans la commune de Bosso et près des îles du lac Tchad, des zones alors hors limites pour les intervenants humanitaires. Les attaques de Boko Haram et la campagne militaire dans les zones touchées se sont poursuivies tout au long de l'année 2015. ⁸

Un ensemble de mesures d'urgence ont été appliquées afin de geler toute activité économique pouvant soutenir Boko Haram, mais ces mesures ont, dans le même temps, aggravé la crise humanitaire pour les populations déplacées et locales.

Selon le bulletin humanitaire publié par OCHA en novembre 2015, une nouvelle vague d'attaques et de représailles ont conduit au déplacement de 94 000 ⁹ personnes qui ont fui pour se mettre en sécurité à Bosso, à Toumour, sur des sites non officiels le long de la route nationale principale et dans la ville de Diffa.

La situation humanitaire dans la région de Diffa s'est détériorée avec les actes de violence perpétrés entre le 19 mai et le 16 juin 2016 par Boko Haram, c'est plus de 40 000 ¹⁰ personnes qui ont dû fuir les zones affectées par le conflit. Les observations sur le terrain ont confirmé l'immensité et l'urgence des besoins en eau potable/hygiène et assainissement, en soins de santé, en vivres, en abris et en biens non alimentaires. Les ressources mobilisées restent insuffisantes au regard de la crise humanitaire. Cette situation correspond à l'un des trois

ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER

principaux types de situations d'urgence décrites dans les directives et procédures relatives à l'aide d'urgence de la Banque Africaine de Développement à savoir, les conflits : « ce sont des situations résultant de guerres, les conflits frontaliers, les troubles civils ou autres évènements politiques provoquant la désorganisation et des difficultés sociales et/ou économiques. ». La nécessité d'aider en urgence le Niger résulte du fait que parmi tous les pays qui subissent les attaques répétées de la secte Boko Haram, ce pays est le plus démuné. Et outre, le Niger continue de subir les conséquences des crises en Libye et au Mali ainsi que la gestion des flux migratoires vers l'Europe. ⁹

Pour faire face à cette crise imprévue dans la planification opérationnelle initiale des acteurs humanitaires, des fonds et des ressources destinés à d'autres projets ont été libérées pour lancer les opérations d'assistance.

Déjà, le 14 juin 2016, le Premier Ministre du Niger a lancé un appel à la communauté internationale pour solliciter davantage de soutien aux actions du gouvernement et de la communauté humanitaire dans la région de Diffa en ces termes : « Je lance un appel solennel à tous les pays amis, à nos partenaires et à la communauté humanitaire à accompagner le Niger dans la gestion de la situation dans la région de Diffa. Diffa a besoin de notre solidarité à tous, de manière urgente et immédiate ». ¹¹

Cet appel renouvelé le 24 juin 2016 est justifié par l'ampleur des besoins et l'insuffisance des moyens d'intervention disponibles dans le pays pour apporter l'assistance aux personnes affectées par les violences et le climat d'insécurité causés par les activités de Boko Haram dans la région.

La communauté humanitaire au Niger est très préoccupée par l'aggravation des besoins humanitaires dans la région de Diffa consécutive aux nombreuses attaques enregistrées dans cette région notamment dans le département de Bosso.

Des dizaines de milliers de personnes pourraient être concernées par les déplacements de ces dernières attaques qui ont touché les localités de Yébi, Bosso, et Toumour. Ces nouveaux déplacements viennent exacerber une situation déjà critique dans la région de Diffa. Les populations forcées de fuir l'insécurité ont pour la plupart déjà été déplacées et se trouvent dans une situation de vulnérabilité extrême nécessitant des actions humanitaires urgentes pour leur survie et la préservation de leur dignité. Certaines d'entre elles sont hébergées dans des familles hôtes tandis que d'autres se sont installées de façon spontanée dans les zones où elles se sentent plus en sécurité. Toutefois quelques personnes ont exprimé le souhait de se déplacer vers d'autres régions du Niger et même au Nigéria où elles auraient des attaches familiales.

ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER

Les populations des localités attaquées ont dû abandonner leurs biens et leurs moyens de subsistance dans leurs zones d'origine au moment de leur fuite. Elles sont, de ce fait, dans une situation de grande détresse particulièrement les femmes et les enfants, qui représentent plus de la moitié des populations déplacées. ¹²

Dans une région déjà très vulnérable, l'insurrection de Boko Haram à partir de 2009 a mis en évidence la faiblesse des États des quatre pays riverains du lac. Elle n'a pas suivi une évolution linéaire et a vraiment commencé à s'étendre du Nigeria vers le Cameroun puis le Niger et le Tchad. Le conflit a eu des effets désastreux pour la population et les activités économiques. Il a également nourri de grandes controverses sur les causes de l'insurrection, avec des débats qui ont parfois inspiré les agendas des réponses militaires et humanitaires de la communauté internationale. ¹³

Depuis le début de l'année 2019, la situation sécuritaire a connu un nouveau paroxysme consécutif aux activités des groupes armés non étatiques (GANE) dans le Bassin du Lac Chad. Vingt une attaque contre des civils et les forces militaires ont été enregistrées dans la région en mars 2019, avec un bilan 12 enlèvements et 88 morts parmi les civils. A titre de comparaison, le nombre total de civils tués par des attaques de GANE entre janvier et décembre 2018 est de 107 personnes. On note donc un changement de tendances dans les offensives perpétrées par ces groupes avec une augmentation préoccupante du nombre d'attaques qui ciblent les populations les plus vulnérables. ¹²

Selon les données publiées par la Direction Régionale de l'Etat Civil, des Réfugiés et des Migrations en fin mars 2019, un mouvement de 18 480 personnes en direction du centre urbain de Diffa et quelques grands villages a été provoqué par les dernières attaques. Sur les 18 quartiers de la ville de Diffa et villages qui accueillent ces personnes, les plus peuplés sont le site de Awaridi (7880 personnes déplacées) dans la commune urbaine de Diffa et le site de Kindjandi (2445 personnes déplacées), dans la commune de Gueskérou. Ces chiffres restent dynamiques dans la mesure où les populations continuent d'arriver sur les différents sites. ¹⁴

Plusieurs réunions des acteurs humanitaires se sont tenues à Diffa comme à Niamey pour assurer une réponse coordonnée et efficace. Une session extraordinaire de l'Equipe humanitaire pays (EHP) a été convoqué le 1^{er} avril 2019 à Niamey dont la recommandation principale, en synergie avec les décisions prises par la réunion de l'Area Security Management Team (ASMT)

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

à Diffa, a été de maintenir la présence des acteurs et de l'assistance sur le terrain dans le respect des principes humanitaires, y compris le principe d'impartialité. ¹⁵

Les acteurs humanitaires ont commencé à évaluer les besoins urgents sur les sites ainsi que leurs capacités et stratégies d'intervention au sein des différents groupes de travail. Depuis une première analyse de ces évaluations, il ressort des besoins critiques en eau potable, assainissement, abris et vivres. Le bureau de coordination des affaires humanitaires(OCHA) de Diffa à continuer de collecter les informations nécessaires pour un aperçu complet des besoins, de la réponse mise en place, et des gaps qui restent à combler. ¹⁶

En raison du caractère volatile de la situation sécuritaire dans la région de Diffa, il apparait pertinent de mettre à jour et de manière adéquate les données sur les besoins des populations vivant dans cette zone du Niger. Cette étude contribuera sans nul doute à une évaluation portant sur la situation en termes de besoins humanitaires des populations déplacées.

Plus spécifiquement, les objectifs de cette étude consistaient à fournir une vue d'ensemble de la situation en termes de besoins de la population déplacée (personnes déplacées internes, retournés et réfugiés) dans la région de Diffa.

Aux vues des constats sus évoqués, nous nous sommes permis d'orienter la problématique de cette étude autour de quatre interrogations :

1. Comment comprendre les dynamiques et les facteurs de déplacement des personnes dans la région de Diffa ?
2. Quels sont les besoins humanitaires prioritaires des personnes déplacées dans la région de Diffa ?
3. Quelles sont les insuffisances en matière de réponse humanitaire pour la population déplacée de la région de Diffa ?

III. DÉFINITIONS DES OBJECTIFS ET HYPOTHÈSES DE L'ÉTUDE

III.1 DÉFINITIONS DES OBJECTIFS

a. Objectif général de l'étude

« Fournir une vue d'ensemble de la situation en termes des besoins humanitaires des personnes déplacées victimes du conflit lié à la crise du groupe Boko Haram qui sévit dans la région de Diffa ».

b. Les objectifs spécifiques de l'étude

1. Comprendre les dynamiques et les facteurs de déplacement des personnes.
2. Identifier les besoins prioritaires et les insuffisances en termes d'assistance pour la population déplacée de dans la région de Diffa
3. Proposer d'éventuelles recommandations en vue d'améliorer la situation

III.2 DEFINITION DES HYPOTHESES :

Pour le cas de la présente étude, trois hypothèses constitueraient la base de notre recherche. Il s'agit de :

L'hypothèse 1 : le déplacement des personnes créerait des vulnérabilités particulières pour les personnes déplacées.

L'hypothèse 2 : la réponse humanitaire n'a pas suffisamment couvert les besoins des personnes déplacées

L'hypothèse 3 : l'accès aux services sociaux de bases constituerait un défi majeur pour les personnes déplacées.

IV. DÉFINITIONS DES CONCEPTS ET APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

IV.1 DÉFINITIONS DES CONCEPTS

- 1. Personnes déplacées :** les personnes ou groupes de personnes ayant été forcées ou obligées de fuir ou de quitter leurs habitations ou lieux habituels de résidence, en particulier après, ou afin d'éviter les effets des conflits armés, des situations de violence généralisée, des violations des droits de l'homme et/ou des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, et qui n'ont pas traversé une frontière d'État internationalement reconnue.
- 2. Déplacement interne :** le mouvement, l'évacuation ou la réinstallation involontaires ou forcés des personnes ou groupes de personnes à l'intérieur des frontières internationalement reconnues d'un État.
- 3. Groupes armés :** les forces armées dissidentes ou autres groupes armés organisés distincts des forces armées de l'État.
- 4. Le concept de protection :** La stratégie se fonde sur la définition de la protection fournie par l'IASC (Inter-Agency Standing Committee) en 1999 : "Le concept de protection comprend toutes les activités tendant à obtenir le respect absolu des droits des individus, conformément à la lettre et à l'esprit des sources pertinentes du droit (droits de l'homme, droit international humanitaire et droit des réfugiés). Les organisations des droits de l'homme et les organisations humanitaires doivent conduire ces activités de manière impartiale, sans discrimination fondée sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la langue ou le genre."
- 5. Personne vulnérable :** elle se rapporte aux personnes qui sont particulièrement susceptibles d'être atteintes par les effets des catastrophes naturelles ou d'origine humaine, ou des conflits armés.
- 6. L'action humanitaire :** elle est définie comme la réponse apportée aux besoins émanant d'une catastrophe naturelle ou d'un désastre dû à l'action de l'homme. Elles diffèrent en termes de type, de cause, de rapidité de leur déclenchement, d'échelle et d'impact.
- 7. Incident :** évènement peu important en lui-même, mais susceptible d'entraîner de graves conséquences.
- 8. La sécurité :** Au sens classique du terme, la sécurité est une situation dans laquelle une personne ou une chose n'est exposée à aucun danger, aucun risque d'agression physique ou morale, d'accident, de vol ou de détérioration etc.

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

- 9. Boko Haram :** « Groupe sunnite pour la prédication et le djihad », en arabe - « Jama'atu Ahlis Sunna Lida'Awati Wal-Jihad ». En mars 2015, Boko Haram prête allégeance à l'Etat islamique. En réalité, le groupe existait aussi sous d'autres noms tels que 'Nigerian Taliban' ou 'Yusufiyyah'".¹⁷

IV.2 MATERIELLES ET METHODES

La population ciblée par cette étude constituera la population déplacée à la suite des mouvements de la population au premier trimestre de l'année 2019.

La collecte des données sera réalisée sur l'un des sites ayant accueilli un nombre élevé des déplacés. Notre étude sera basée sur des entretiens qui seront effectués auprès des déplacés du site de Awaridi situé à la périphérie de la ville de Diffa à l'aide d'un questionnaire élaboré pour l'étude.

IV.2.1 Les phases d'élaboration d'un questionnaire

Toute construction de questionnaire (rédaction) doit être précédée d'une formulation claire et précise du problème, des objectifs de l'étude.

La valeur d'un questionnaire dépend des objectifs sous-jacents à l'étude. Pour cela, il est nécessaire de :

IV.2.2 Définition de l'objet de l'enquête

L'enquête porte sur les besoins humanitaires des déplacés dans la région de Diffa.

IV.2.2 Les objectifs et les hypothèses de l'enquête

Les objectifs de l'enquête représentent la mise à l'épreuve des hypothèses.

IV.2.3 Déterminer la population d'enquête ou l'univers de l'enquête

On appelle l'univers ou la population de l'enquête, l'ensemble du groupe des personnes concerné par les objectifs de notre enquête. Pour la présente étude la population de l'enquête est composée de **8297** personnes représentant le nombre total des personnes enregistrées sur le site de Awaridi par la direction régionale de l'état civil de Diffa. Ces déplacés sont répartis en trois catégories des déplacés que sont les réfugiés, les retournés et les déplacés internes. C'est dans cet univers que sera découpé l'échantillon.

IV.2.4 Détermination de l'échantillon

La détermination de l'échantillon à partir duquel sera effectuée l'enquête résulte d'une série d'opérations indispensables et précises dont la fonction est d'assurer la représentativité.

Pour ce faire, notre choix a été porté sur la méthode aléatoire : il s'agit de faire en sorte que chaque élément de la population ait une chance égale d'être choisi.

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

IV.2.5 Répartition de la population d'étude

La répartition de la population d'étude sera basée sur la liste mise à jour par la direction régionale de l'Etat Civil, des réfugiés et des migrations comme illustre le tableau ci-dessous.

IV.2.6 Tableau de répartition de la population d'étude :

Statut	Nombre d'individus
Refugiés	3645
Retournés	146
Déplacés internes	4506
Total	8297

La répartition de la population en trois catégories sont les suivantes :

- ✓ Réfugiés : 3645 soit 44% de la population
- ✓ Retournés : 146 soit 2% de la population
- ✓ Déplacés internes : 4506 soit 54% de la population.

Nous voulons un échantillon de 300 individus qui va représenter fidèlement la population.

En fonction des proportions par statut, nous allons obtenir une population représentative comme suit :

- ✓ Réfugiés : $300 * 44\% = 132$
- ✓ Retournés : $300 * 2\% = 6$
- ✓ Déplacés internes : $300 * 54\% = 162$

Ainsi nous aurons comme échantillon : $132 + 6 + 162 = 300$ individus qui vont représenter mon échantillon.

IV.6 Le projet du questionnaire

Un ensemble de canevas traçant les grands traits du questionnaire sera mis en place par rapport à l'objet de l'enquête.

IV.6.1 Le prétest

En vue de vérifier la clarté et la précision du questionnaire, il a été soumis à un pré test qui a concerné 25 déplacés du site entre le 17 au 18 février 2019.

Après le pré test des réajustements ont été opérés sur le questionnaire.

IV.6.2 Rédaction définitive du questionnaire

À partir des données du prétest, nous avons élaborer la version finale du questionnaire à soumettre aux enquêtés.

IV.6. 2 Le choix du mode d'administration du questionnaire et de sa présentation

Le mode d'administration choisi été le face à face par personne enquêté sur le site. Elle consiste à poser à un ensemble de répondants, représentatifs d'une population, une série de questions relatives à l'attente de nos objectifs.

IV.6.3 Le dépouillement et le codage des résultats

Après l'administration des questionnaires auprès de notre cible, nous avons procéder au dépouillement, autrement dit une transcription des réponses sous une forme homogène afin de pouvoir les traiter, les comparer et établir des relations entre elles.

Les résultats concerneront l'analyse des besoins humanitaires qui seront divisée en trois parties correspondant aux thématiques principales de l'étude : situation sécuritaire, besoins humanitaire général et accès aux services de base.

La première partie concernera l'analyse de la situation sécuritaire des déplacés, la deuxième partie présentera les résultats de l'analyse des besoins humanitaires afin de mettre en évidence les principales vulnérabilités de la population déplacée et en fin la troisième partie concernera l'analyse sur l'accès aux services de base pour mieux appréhender les besoins prioritaires de la population.

IV.7. L'analyse des résultats en relation avec les objectifs de l'enquête

Après la phase du dépouillement nous avons passé à l'analyse des résultats de l'enquête va permettre de confirmer ou d'infirmer les hypothèses émises au départ. Par ailleurs, s'ajoute toujours à cette démarche une phase d'interprétation des résultats obtenus. C'est-à-dire une phase de compréhension de l'existence de relations entre diverses variables.

Les méthodes de la statistique descriptive et inductive peuvent être utilisées pour analyser les données recueillies. À l'heure actuelle, on dispose d'outils statistiques telles que l'analyse en composantes principales, l'analyse factorielle des correspondances, etc. qui vont tenter d'appréhender un ensemble de données complexes et donner une vue du phénomène dans sa totalité.

IV.8 Traitement du questionnaire :

Les principales actions de cette étape sont la vérification de la codification, le traitement informatique et l'analyse proprement dite.

IV.8 Considérations éthiques

L'identité des personnes soumises au questionnaire a été protégée : le questionnaire était anonyme. La participation à l'enquête était volontaire et sans contrainte. Le choix de ne pas se soumettre au questionnaire a été respecté. Le caractère confidentiel des réponses a été assurée.

IV.9 Difficultés rencontrées

Travailler sur l'actualité et en particulier celle liée à Boko Haram, présente de nombreuses difficultés liées à la volatilité de la situation.

La présente contribution n'a pas pu échapper à des difficultés car notre enquête avait commencé a un moment où l'afflux des déplacés a été à son paroxysme dans la région, les déplacés sont plutôt préoccupés par une réponse proactive de leur déplacement plutôt que répondre à une question d'analyse.

En effet, la recherche s'est déroulée durant trois mois entre juin et aout 2019 dans un contexte de déplacement continu ce qui a de facto limité les possibilités d'entretien entraînant ainsi dans bien des cas, des reports voire des annulations de rendez-vous dans l'exécution du calendrier établi pour le travail.

Un autre aspect qui a impacté le travail est celui des obligations professionnelles. Nous avons été confrontés à des urgences professionnelles qui ont considérablement ralenti l'évolution de notre étude lors de la collecte et l'analyses des données.

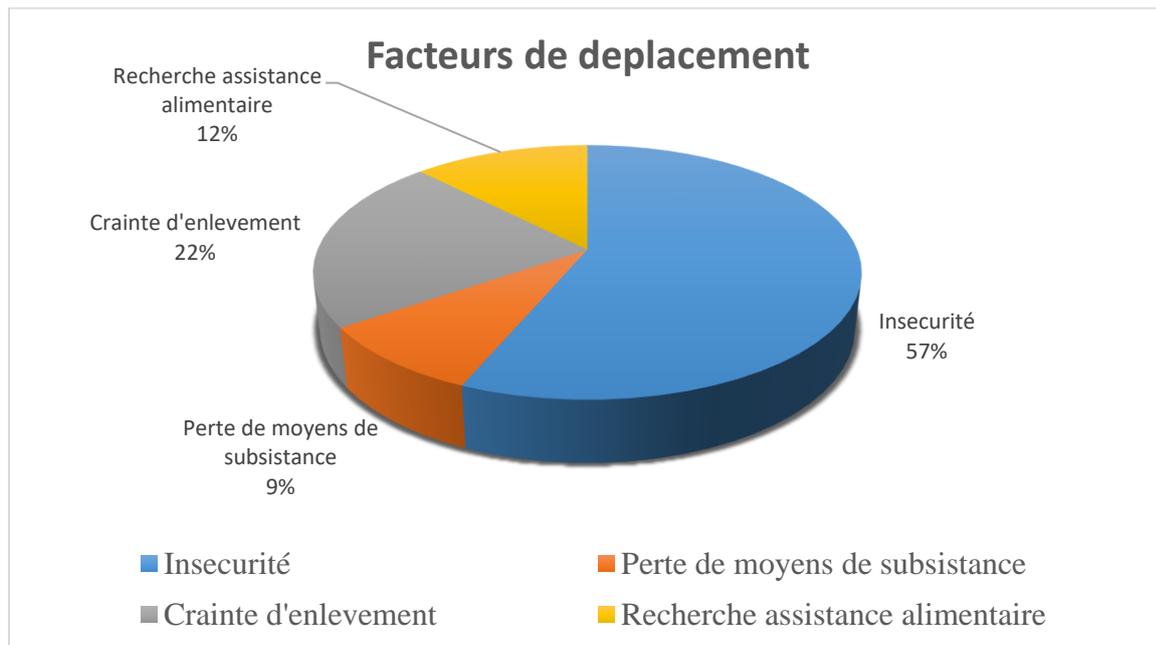
Pour ce faire, une fois que nous avons expliqués le but de notre travail aux différents représentants des communautés installées sur le site et du constat de certaines difficultés, nous avons convenus de faire les rencontres les weekends qui semblent être des moments plus calmes où les humanitaires sont absents du terrain afin d'échanger avec la population cible. Certaines personnes ont accepté de donner leurs numéros de téléphone pour les contacter au besoin.

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

V. RESULTATS DE L'ENQUÊTE :

Nous avons créé des graphiques et tableau pour illustrer les réponses du questionnaire adressé à la population d'étude pour une vision claires des réponses des enquêtés.

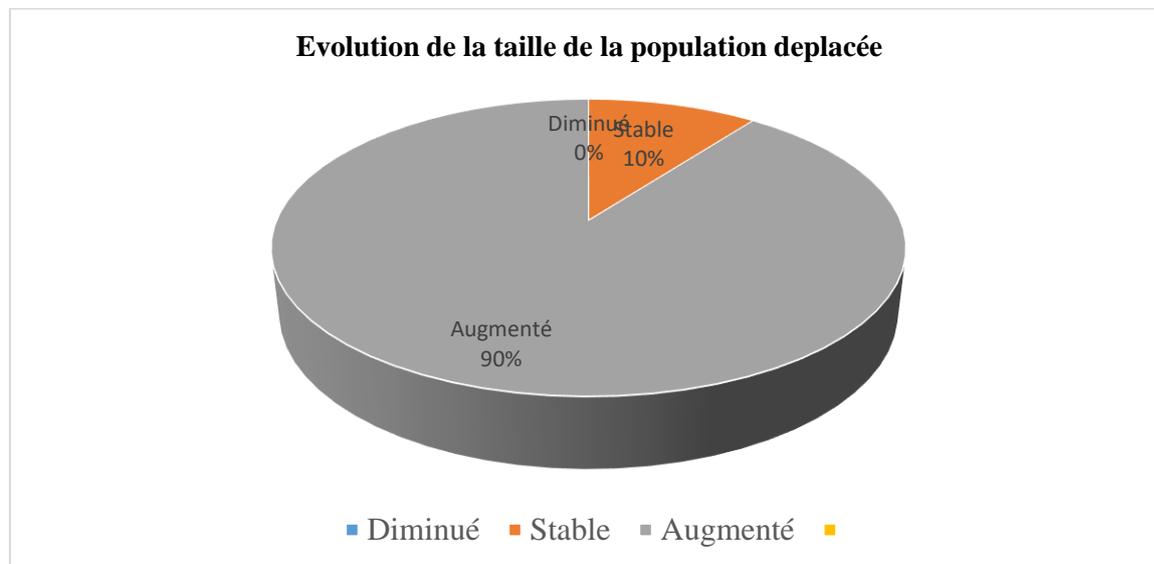
Graphique 1 : Facteurs ayant conduit les déplacés à quitter leur village d'origine :



Selon le résultat de notre étude, 57% des déplacements sont causés par l'insécurité grandissante de la zone.

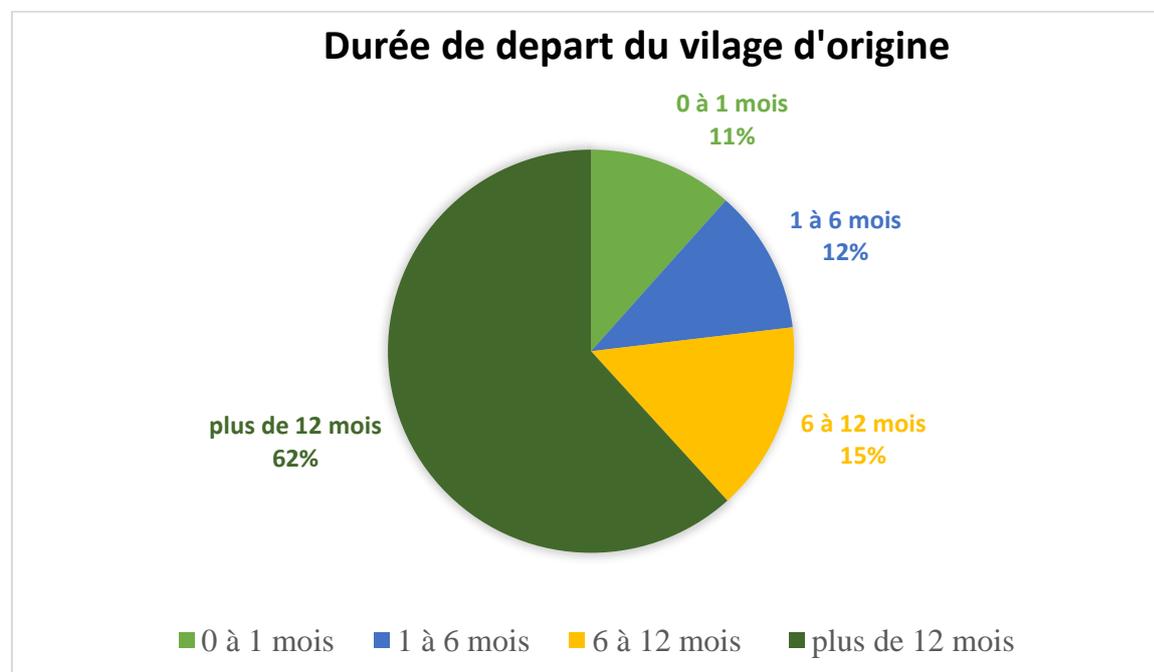
**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

Graphique 2 : Evolution de la taille de la population déplacée sur le site :



Selon le résultat de notre étude, les flux de déplacement continus avec une nette évolution de la taille de la population d'où le constat remarquable de 90% d'augmentation des nouveaux arrivés.

Graphique 3 : Durée de déplacement depuis le départ du village d'origine des déplacés :



Selon le résultat de notre étude, la majorité des déplacés avaient quittés leurs villages d'origine depuis plus d'un an soit 62%.

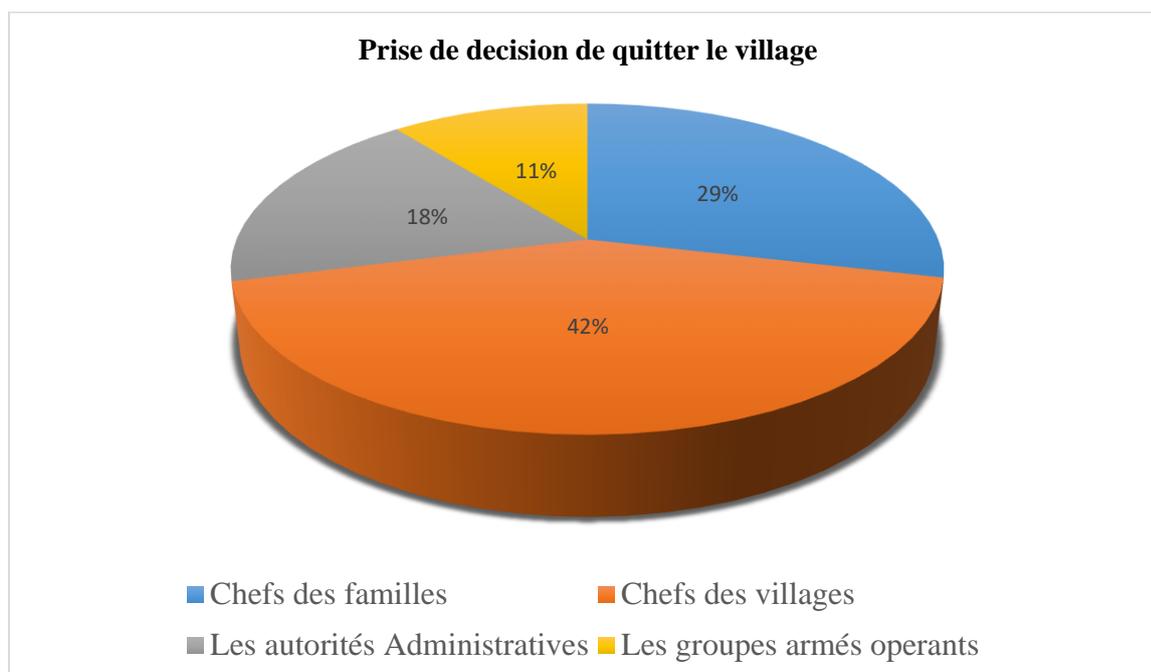
**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

Tableau 1 : Proportion estimée des personnes déjà déplacées avant l'installation sur le site actuel :

Mouvement effectué	Une fois	Deux fois	Plus de deux fois	Total
Réponses de personnes interviewées	3	41	256	300
Pourcentage par personne interviewées	1%	14%	85%	100%

Selon le résultat de notre étude, le déplacement sur le site actuel ne serait pas le premier pour une majorité des déplacés. En effet, 85% des interviewés étaient déjà déplacés avant leur arrivée sur le site actuel.

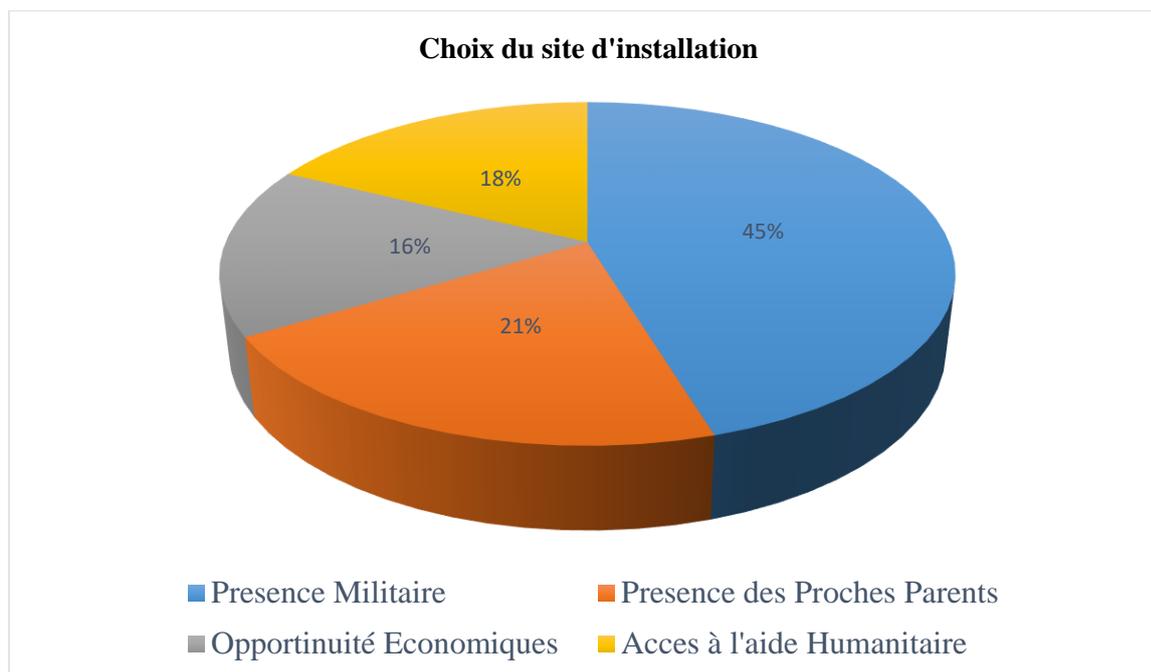
Graphique 4 : Personne à l'origine de la prise de décision de quitter le village d'origine ou site secondaire :



Selon le résultat de notre étude, 42% des enquêtés confirment l'influence des chefs du villages sur la décision de quitter les villages d'origine ou sites d'accueils secondaires.

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

Graphique 5 : Facteurs ayant conduit le choix du site d'installation :



Selon le résultat de notre étude, 45% des personnes interviewées estiment que le choix du site est dû à la présence militaire sur place.

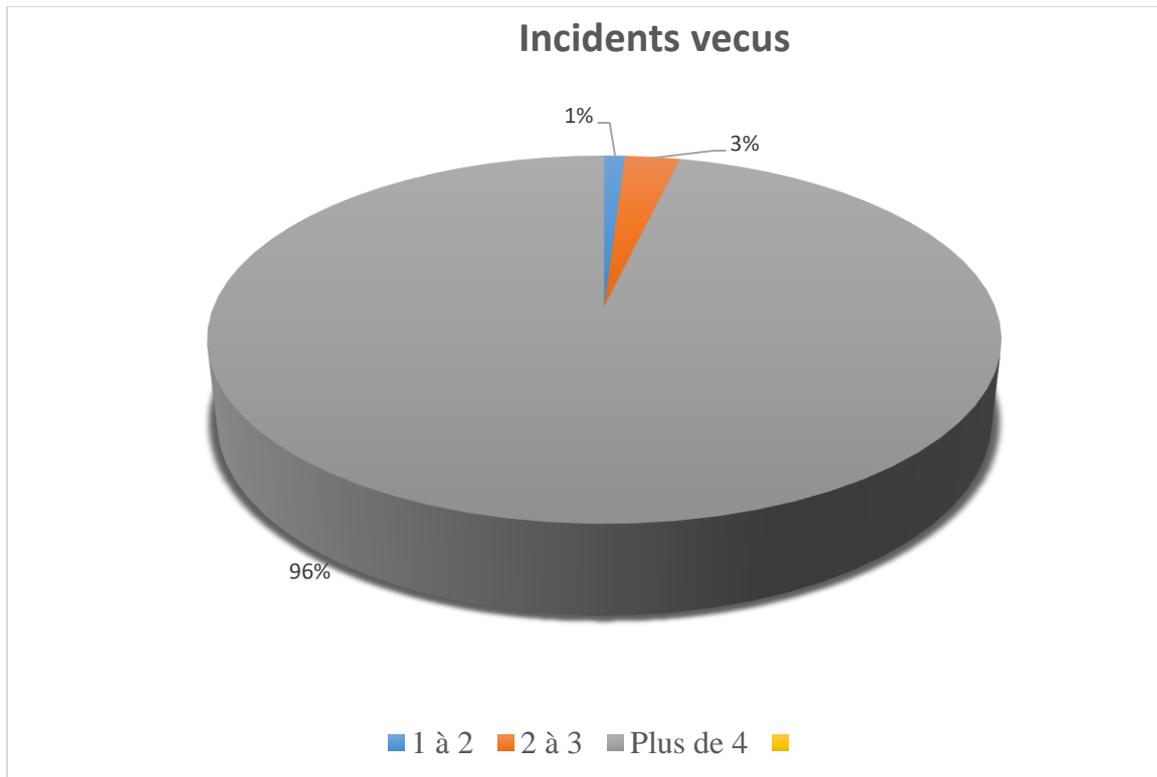
Tableau 2 : Proportion sur l'intention de rester sur le site actuel :

Intention de rester sur le site	L'ensemble	La majorité	La minorité	Total
Réponses de personnes interviewées	278	17	5	300
Pourcentage par personne interviewées	93%	6	1%	100%

Selon le résultat de notre étude, la quasi-totalité des personnes interviewés soit 93% ont l'intention de rester aussi longtemps que possible sur le site actuel.

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

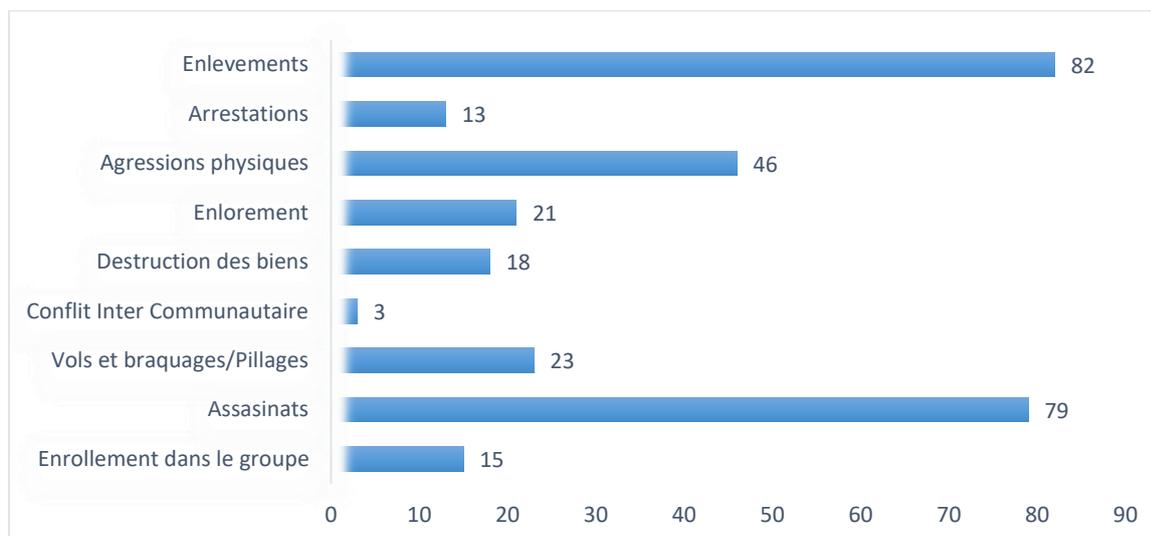
Graphique 6 : Nombre d'incident sécuritaire par mois vécu sur le dernier site avant le déplacement :



Selon le résultat de notre étude, la majorité des enquêtés soit 96% ont connus plus de 4 incidents sécuritaires au niveau des villages d'origines ou sur les autres sites précédents.

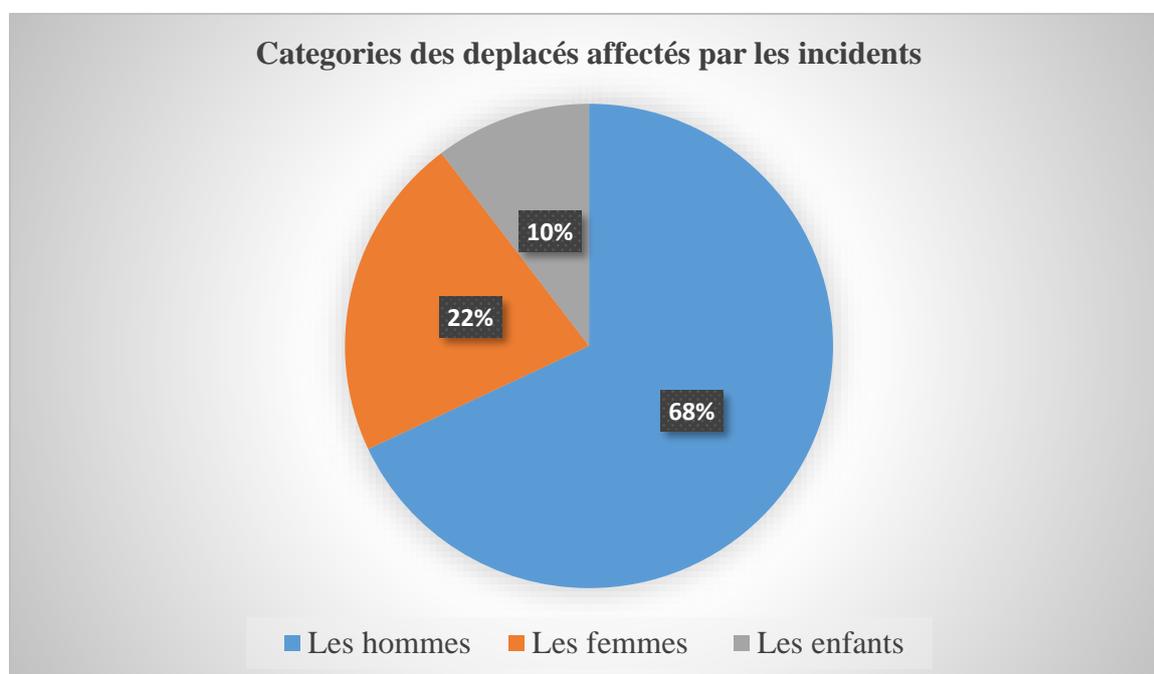
ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER

Graphique 7 : Les différents types d'incidents qui sévit :



Selon le résultat de notre enquête, parmi les incidents les plus récurrents sont les enlèvements avec 82 cas sur 300 suivis des assassinats avec 79 cas.

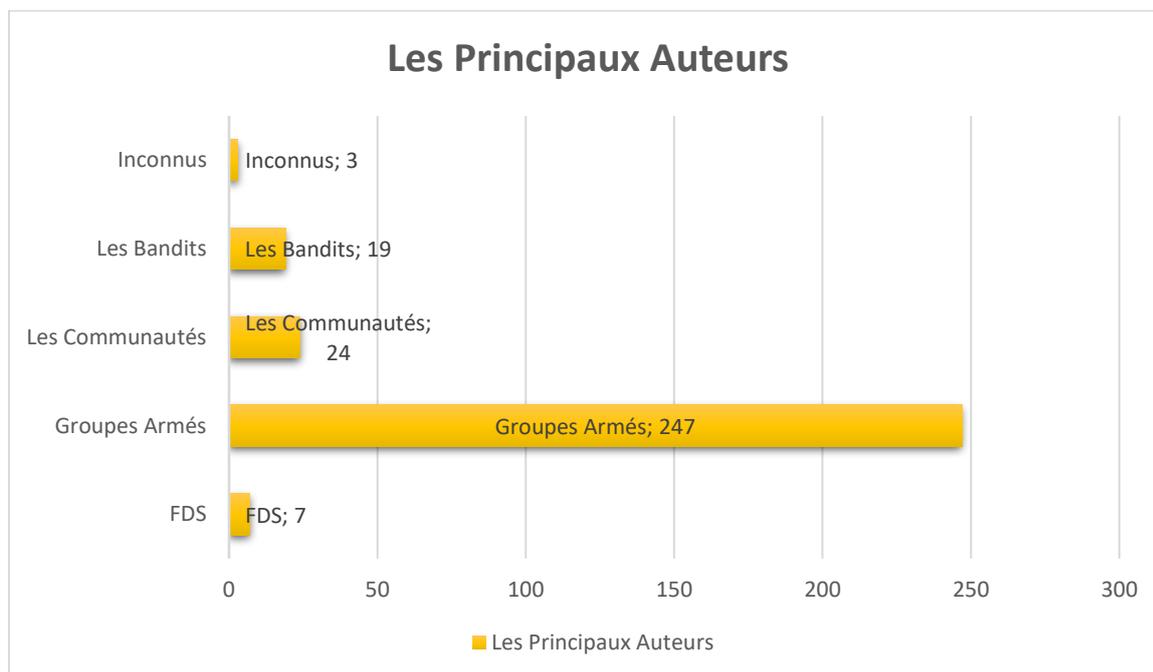
Graphique 8 : Catégorie des déplacés affectés par les incidents sécuritaires :



Selon le résultat de notre étude, les hommes représentent la frange la plus affectée par les incidents sécuritaires avec 68% de cas en estimation.

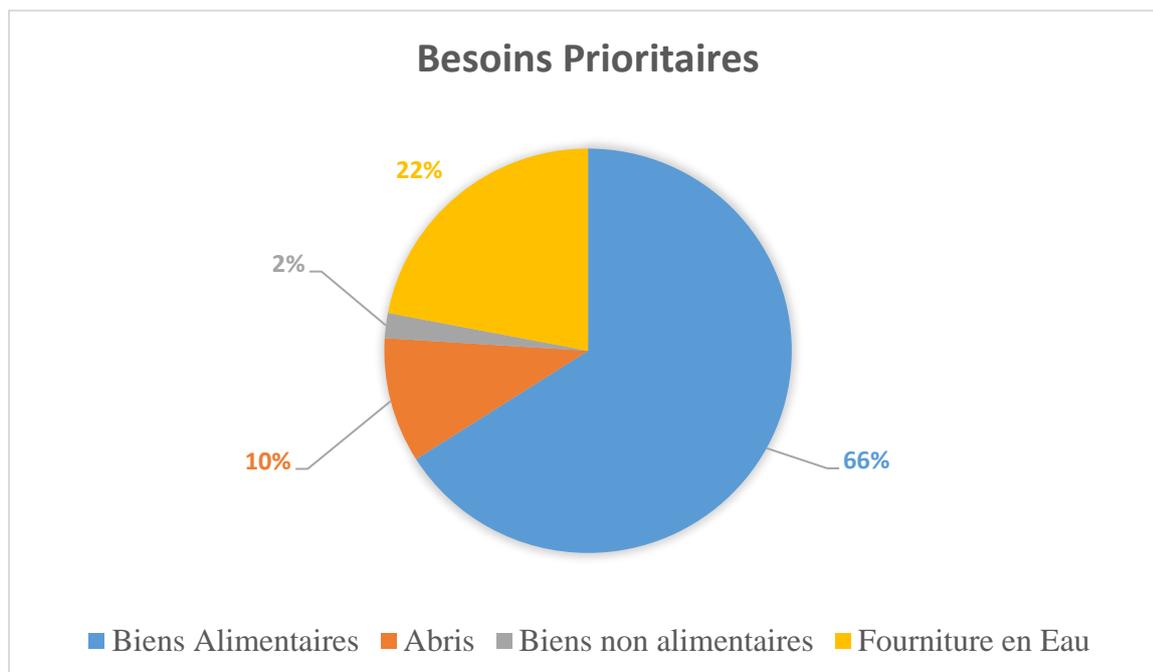
**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

Graphique 9 : Les principaux auteurs des incidents :



Selon le résultat de notre étude, près de 247 personnes enquêtées estiment que les principaux auteurs des incidents sont les groupes armés.

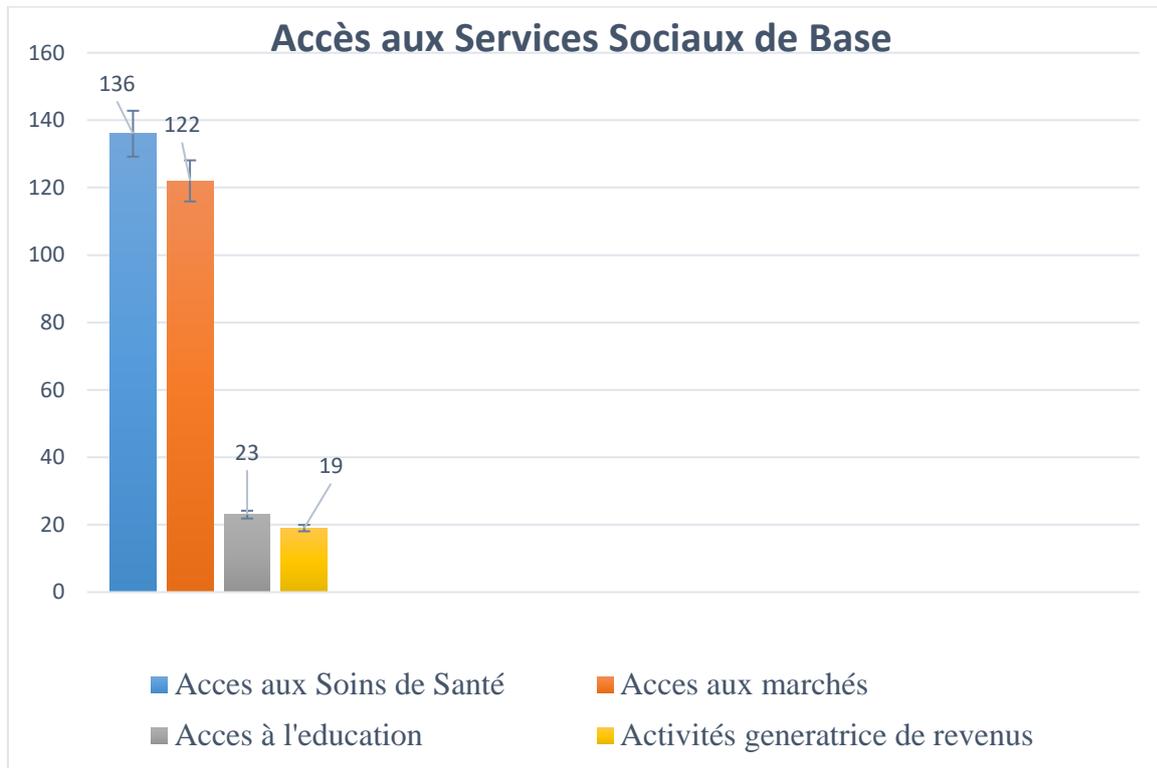
Graphique 10 : Principaux besoins prioritaires identifiés par les déplacés



Selon le résultat de notre étude, les besoins alimentaires semblent être le besoin prioritaire par plus de la moitié des enquêtés.

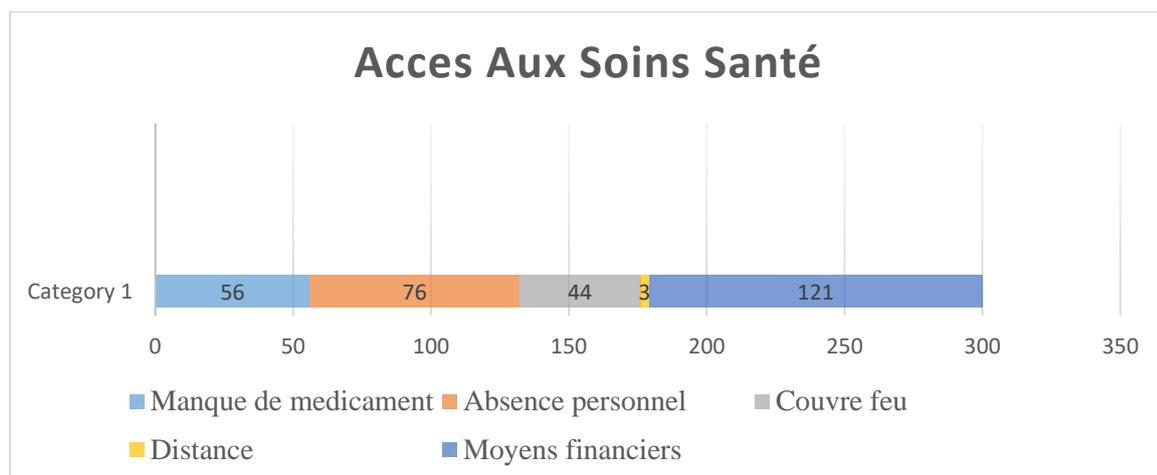
**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

Graphique 11 : L'accès aux services de sociaux de base :



Selon le résultat de notre étude, près de la moitié soit 136/300 des enquêtés estiment un accès limité aux soins de santé.

Graphique 12 : Obstacles de l'accès aux soins de santé :



Selon le résultat de notre étude, les moyens financiers sont considérés par la plupart des personnes interrogées comme le principal obstacle à l'accès aux soins soit 121/300.

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

Graphique 13 : Catégorie des personnes cibles lors des incidents sécuritaires :



Selon le résultat de notre étude, les principaux groupes de personnes cibles lors des incidents sécuritaires semblent être en majorité les personnes âgées soient 163/300 d'estimation suivies des jeunes personnes.

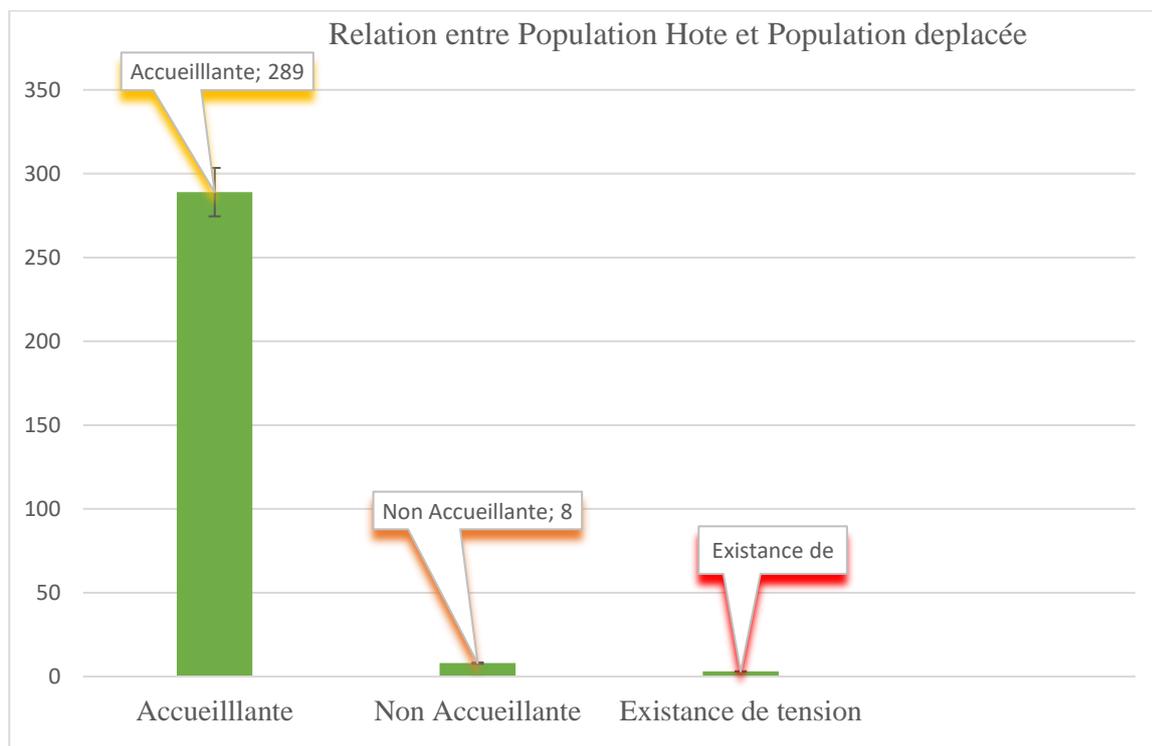
Tableau 3 : Proportion sur les séparations familiales

Rupture familiale connue	L'ensemble	La majorité	La minorité	Ne s'ait pas	Total
Réponses de personnes interviewées	136	97	56	11	300
Pourcentage par personne interviewées	45%	32%	19%	4%	100%

Selon le résultat de notre étude, 45% des enquêtés ont rapportés avoir connus au moins une séparation familiale.

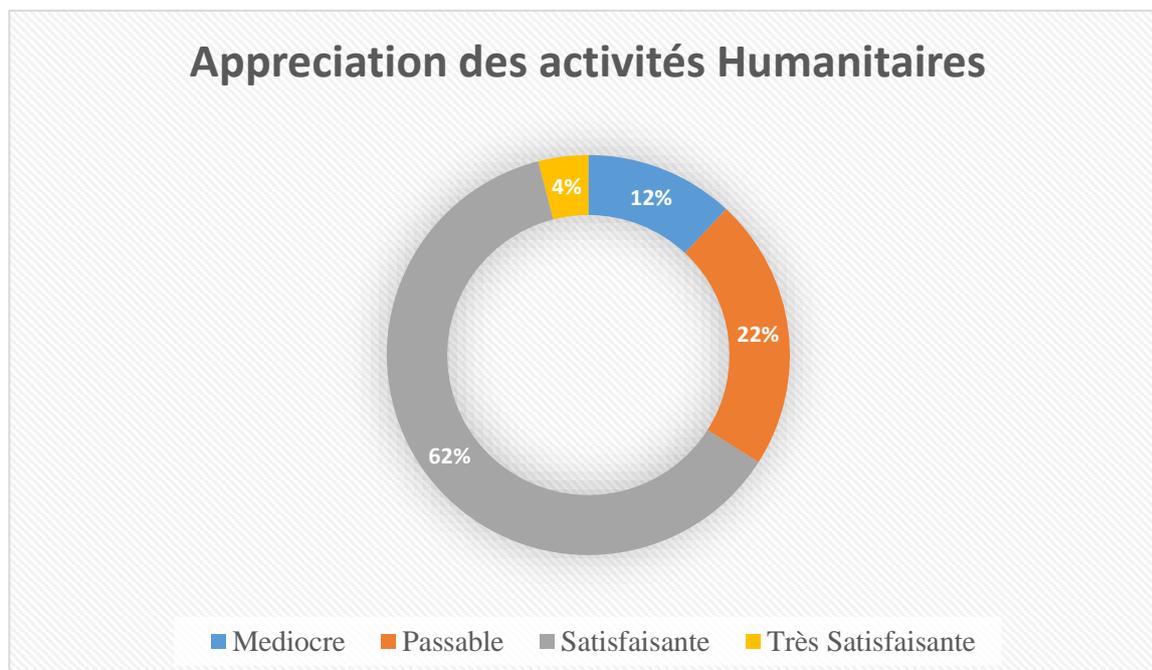
**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

Graphique 14 : Relation entre les personnes déplacées et la population hôte



Selon le résultat notre étude, la grande majorité des enquêtés soient 279/300 estiment un sentiment d'accueil favorable de la part de la population hôte.

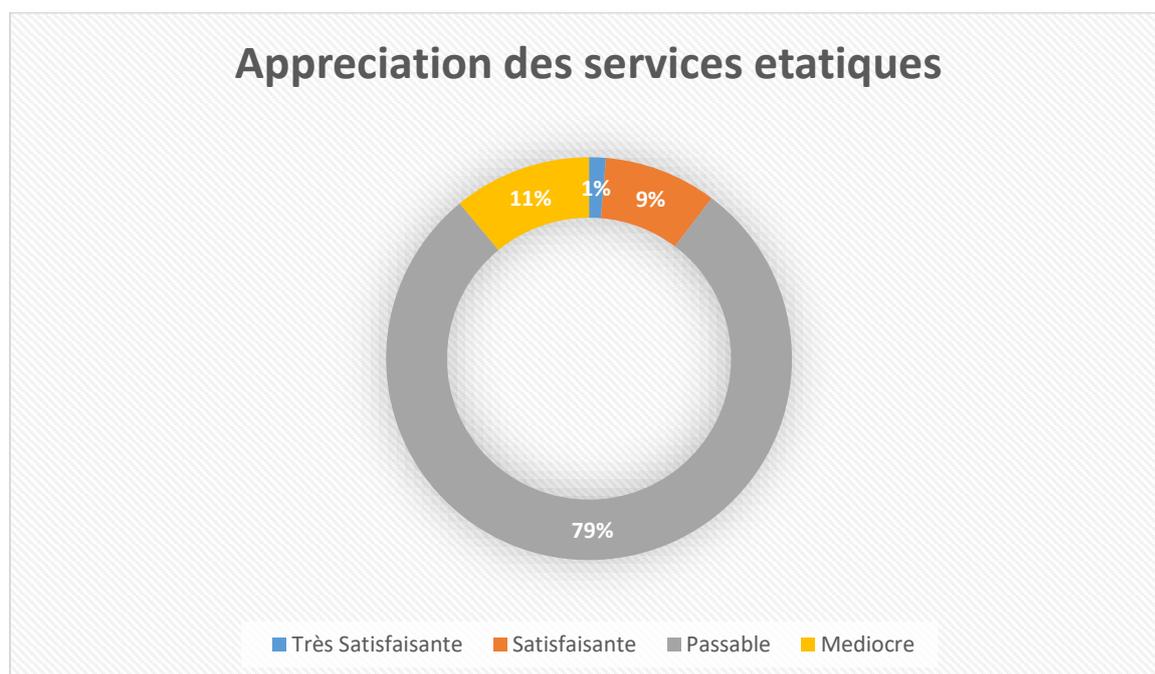
Graphique 15 : Appréciation des activités humanitaire des organisations non gouvernementales



Selon le résultat de notre étude, seuls 68% des personnes estiment que les actions humanitaires sont satisfaisantes.

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

Graphique 16 : Appréciation des activités des structures Etatiques



Selon le résultat de notre étude, 79% des interviewés estiment que le rôle de l'état est passable dans la réponse aux besoins des déplacés.

ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER

VI. DISCUSSIONS ET ANALYSES

Au moment de cette étude, 127 sites ont été identifiés comme accueillant des déplacés dans la région de Diffa.

Le facteur principal de déplacement du village d'origine et même des sites d'accueils secondaires pour l'ensemble des déplacés reste et demeure l'insécurité dont font face les personnes. L'insécurité a été mentionnée comme principale cause de déplacement de la majorité de la population. 57% des personnes avaient quitté leur lieu de déplacement précédent en raison de l'insécurité qui y régnait.

Les flux continus de déplacement se remarquaient également à travers l'évolution de la taille de la population déplacée sur le site d'accueil. La quasi-totalité des personnes mentionnent l'arrivée des nouveaux déplacés sur le site. Ces changements dans la taille de la population peuvent être le résultat de déplacements secondaires de personnes vivant déjà sur un site de déplacés ou des nouvelles personnes quittant leur lieu d'origine du fait des dernières attaques occasionnant des pertes en vies humaines et destructions des biens alimentaires et autres le long de la route nationale (RN1). Le nombre des déplacés sur le site aurait principalement augmenté avec l'accueil des nouveaux arrivés dans 90% de cas.



Image 1 : mouvement des personnes à la suite d'une attaque au mois de mars 2019 sur plus de 03 sites spontanés installés sur la route nationale RN1.

Ainsi, une large majorité des personnes avaient déjà été déplacées de leur lieu d'origine avant leur arrivée sur leur site actuel. La proportion des personnes déjà déplacés avant l'installation sur le site actuel dépasse plus de deux mouvements depuis leur départ de leur lieu d'origine. Il faut noter que les déplacements multiples accroissent la vulnérabilité des personnes déplacées,

ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER

celles-ci étant plus susceptibles d'avoir un statut précaire et de manquer de ressources, dû au fait qu'elles ne peuvent généralement se déplacer qu'avec une quantité limitée de biens et de matériels, en cas de départ précipité. Plus de 85% des personnes étaient déjà déplacées.

De manière générale, la majorité des personnes se trouverait en situation de déplacement prolongé dans la région de Diffa.

En effet, les chefs des villages ont une influence sur la décision de quitter les villages d'origine ou les sites secondaires d'accueils. Cela confirme la mise en évidence des autorités locales dans la décision suggérant un déplacement collectif et coordonné. 42% des interviewées confirment l'influence des chefs des villages lors des mouvements.

Toutefois les déplacés à 45% estiment que le choix du site actuel ainsi que la volonté d'y rester semble être influencé par la présence militaire autour du site. Toutefois la présence de parents proches et/ou de connaissances semble également avoir été importante dans cette prise de décisions.

Un grand nombre de déplacés n'a pas l'intention de quitter le site. Il est donc difficile d'imaginer un retour à court terme, les conditions sécuritaires et d'accueil étant, de plus, jugées acceptables sur ce site.

Avant leur installation sur le site actuel, la majorité des déplacés ont connus plus de quatre incidents sécuritaires au niveau des villages d'origines ou sur les autres sites secondaires précédents. L'augmentation du nombre d'incidents créé des menaces tangibles aux déplacés.

Parmi les incidents les plus récurrents, les enlèvements pour paiement des rançons viennent en premier avec 82 cas sur 300 suivis des assassinats avec 79 cas. Ces principaux types d'incidents sécuritaires sont liés à des attaques perpétrées par des groupe armés.

Près de quatre ans après l'instauration de l'état d'urgence, les populations civiles de la région de Diffa continuent de vivre dans la psychose. L'insécurité persiste toujours dans la plupart des départements, avec son lot de personnes tuées, blessées ou enlevées et de destruction de biens matériels.

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**



Image 2 : Des bien alimentaires et non alimentaires appartenant aux déplacés incendiés par des hommes armés.

Contrairement à l'analyse de certains acteurs humanitaires qui prévoyaient une situation d'accalmie à la montée des eaux de la Komandougou, la saison hivernale n'a pas découragé les éléments du GANE a multipliés des attaques sur la population civile provoquant le déplacement des populations vers des zones considérées plus sûres.

Selon le rapport de monitoring de protection copartagé par le HCR et l'ANDDH, c'est 150 personnes qui ont été enlevées, dans la région de Diffa, de janvier à juin 2019, dont 70 pour le seul mois de Juin ce qui alimente des interrogations sur l'efficacité du dispositif de défense et de sécurité mise en place par les autorités. ¹⁸

Les hommes représentent la frange la plus affectée par les incidents avec 68%. Il semble qu'ils sont victimes de presque tous les incidents.

Les principaux groupes de personnes cibles lors des incidents sécuritaires semblent être en majorité les personnes âgées suivies des jeunes. Il s'agit à ce point de mettre en évidence les principales vulnérabilités des déplacés que ce soit en termes d'atteintes à l'intégrité de la personne ou vis-à-vis de la protection en générale. Les personnes déplacées sont très souvent cibles d'enlèvements de la part des hommes armés qui exigent un remboursement de rançon pour libération.

Près de 247 personnes enquêtées estiment que les principaux auteurs des incidents sont les groupes armés.

L'accès à la nourriture semble être une problématique majeure pour les déplacés, les biens alimentaires ont été cités comme besoin prioritaire par plus de la moitié des enquêtés soit 66%.

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

Ils sont suivis par les besoins d'accès en eau et en abris. L'accès à la nourriture semble donc concerner une grande partie des populations déplacées.

Cela souligne donc que les besoins prioritaires des déplacés n'ont pas particulièrement été satisfait. L'aide humanitaire n'a pas entièrement comblé le besoin des déplacés malgré la forte présence des organisations humanitaires dans la région.

D'ailleurs, l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans la région de Diffa ont été mises en évidence dans l'Aperçu des Besoins Humanitaires du Niger publié par le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) en Novembre 2018.¹⁹

Les principaux services de base auxquels les déplacés ont un accès limité sont l'accès aux soins de santé avec 136/300 enquêtés qui se sont prononcés.

Les résultats montrent que les moyens financiers sont considérés par la plupart des personnes interrogées comme le principal obstacle à l'accès aux soins de santé dans la région. Cela s'explique aux pertes des moyens de subsistances ainsi que l'interdiction de la pêche et la limitation des zones de culture du poivron qui sont les deux principales activités de la population. Les difficultés économiques à Diffa s'inscrivent dans le cadre de l'état d'urgence décrété par le gouvernement nigérien le 10 février 2015, dont les politiques et mesures ont eu des effets négatifs importants pour la population hôte et déplacée. Ces politiques ont contraint la production, le transport et les échanges marchands. Elles ont également affecté les circuits d'approvisionnement et commerciaux de l'économie locale, qui historiquement est imbriquée à l'économie transfrontalière avec le Nigéria et le Tchad. On ne peut pas parler des mouvements de la population sans parler des séparations familiales. Ainsi cette question est d'autant plus préoccupante qu'elle serait involontaire dans la majorité des cas. Le caractère involontaire de ces séparations peut être lié au fait que les populations se sont principalement déplacées en raison de l'insécurité dans leur zone d'origine, comme mis en évidence précédemment, car ce genre de déplacement a tendance à s'effectuer dans la précipitation lors des attaques.

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**



Image 3 : entretien avec un enfant non accompagné dont la famille a été localisé au Nigeria après plus de trois années de séparation.

Les relations entre les déplacés et la communauté hôte semble être de favorable à l'épanouissement des nouveaux arrivés. Selon les répondants la population hôte est prête à accueillir les déplacés aussi longtemps que possible.

Le déplacement appauvrit les individus, les familles et les communautés. Les déplacés internes perdent souvent leurs terres, leurs biens, et, par là même, leurs moyens de subsistance et l'accès aux services de santé et d'éducation, alors que les hôtes épuisent parfois leurs ressources pour faire face aux nouvelles arrivées, étant donné que la plupart des déplacés internes sont accueillis par des parents ou dans des communautés d'accueil.

Aucune tension n'a été rapportée entre les deux types de populations. Sans forcément indiquer que de telles tensions n'existent pas, elles peuvent être sous-jacentes ou qu'elles ont été sous-rapportées par les enquêtés en raison du caractère sensible de cette problématique. Search For Common Ground a rapporté dans un document dénommé *Conflict Scan*, des tensions au sein de la population ont d'ailleurs été mises en évidence en octobre 2017. Il apparaîtrait donc pertinent d'analyser cette problématique en profondeur.

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

L'enquête révèle que seul 78% des personnes estiment satisfaisante les actions humanitaires.

L'action des acteurs humanitaire semble s'approcher des attentes des déplacés.

Contrairement aux humanitaires, l'état n'est pas visible dans la gestion des besoins aux déplacés. En effet 79% estiment passable le rôle de l'état d'où le constat sur l'insatisfaction des personnes déplacées.

Or, on sait que La Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala, 2009) est le premier instrument régional au monde à imposer des obligations juridiques détaillées aux États et à leurs autorités de respecter, protéger et réaliser les droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques des déplacés internes.

Ce pendant depuis le début de la crise en 2014 au Niger, il a fallu le 12 juillet 2018 pour que le Gouvernement nigérien examine et adopte un projet de loi relative à la protection et à l'assistance aux personnes déplacées internes conformément à la loi de ratification n° 2012-21 du 17 avril 2012.

Il est important de rappeler que c'est aux gouvernements qu'incombe la responsabilité première d'assister et de protéger les déplacés internes même si le constat actuel est contraire aux attentes des déplacés de la région de Diffa.

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

VII. CONCLUSION

Cette présente étude avait pour objectif de fournir une vue d'ensemble de la situation en termes de besoins humanitaires de la population déplacée dans la région de Diffa pour une meilleure orientation des acteurs humanitaires sur l'évolution de la situation dans cette partie du Niger. L'expansion et l'intensification du conflit qui sévit entre Boko Haram et les opérations militaires ont eu ces dernières années un impact dévastateur sur le bassin du lac Tchad et sur la population de la région de Diffa au Niger en particulier. Alors que le conflit ne fait que se prolonger, il devient toutefois important d'envisager les possibilités qui permettraient aux communautés de gagner leurs propres revenus, d'accroître leur résilience, de renforcer leurs capacités de protection et de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'aide humanitaire.

Depuis la première vague d'attaques de Boko Haram en 2015, la région de Diffa, au sud-ouest du Niger, est confrontée à une crise sécuritaire et à une urgence humanitaire sans précédent. Malgré la stabilité relative apportée par les opérations militaires, Boko Haram demeure une menace sérieuse. Les attaques et enlèvements ont touchés plusieurs personnes au cours des derniers mois et de nouveaux mouvements de population préventifs se sont produits sur des sites d'accueils le long de la route nationale RN1.

Diffa, l'une des régions les plus pauvres du monde, les communautés ont longtemps lutté contre l'insécurité alimentaire, la malnutrition, les sécheresses cycliques et les inondations. Quatre années d'insécurité et d'attaques récurrentes ont déraciné des centaines de milliers de civils, souvent forcés de fuir plusieurs fois, et surchargé des services et des ressources de base déjà limités. La majorité des personnes continuent de vivre dans des abris improvisés, sur des sites spontanés ou dans des familles d'accueils.

Cette situation a généré la crise humanitaire la plus sévère que le Niger ait jamais connue. Toute la société nigérienne est interpellée car la culture d'accueil légendaire de ce pays a aujourd'hui un coût très élevé. Malgré le poids de ce devoir culturel et humain, notre société a l'obligation de secourir tous ceux qui viennent y chercher refuge.

Il est impératif d'aménager un cadre plus incitatif pour les volontés locales. La construction d'une capacité de réponse nationale repose sur tous les citoyens. C'est la condition pour que le soutien et toutes les contributions internationales soient efficaces et pérennes.

Pour une meilleure réponse holistique, la stratégie d'action humanitaire doit s'articuler autour de trois objectifs stratégiques qui sont la fourniture d'une assistance vitale aux populations dans le besoin, la consolidation de la résilience des communautés pour mieux faire face aux chocs

ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER

récurrents et l'analyse des risques et des vulnérabilités pour répondre aux besoins d'urgence et prévenir les crises chroniques.

L'analyse ci-dessus montre que la situation sécuritaire et humanitaire reste toujours préoccupante dans la région de Diffa et ce, malgré les efforts déployés par différents acteurs nationaux et internationaux.

Aujourd'hui, il est largement admis que les mesures d'état d'urgence, dont l'objectif officiel est d'affaiblir l'insurrection armée de Boko Haram, n'ont pas permis d'obtenir les résultats escomptés. Les insurgés continuent de perpétrer des attaques meurtrières aussi bien contre les forces de défense et de sécurité que contre les populations civiles.

Il est à noter que la situation sécuritaire ne semble pas s'être améliorée selon les constats terrain actuel avec des incidents sécuritaires rapportés dans une proportion élevée chez les personnes déplacées. De même, le sentiment de sécurité de la population aurait augmenté poussant à beaucoup des ménages de quitter des villages d'origines des abords du fleuve de la komadougou pour s'installer au nord de la ville de Diffa, ce qui suggère que le sentiment de sécurité des population déplacées repose sur les menaces tangibles. Cette année, les kidnapping/enlèvements forcés pour rançon en particulier constituent le type d'incident sécuritaire le plus rapporté par les déplacés.

Les considérations sécuritaires constitueraient les facteurs les plus importants ayant poussé les populations déplacées à quitter leur village d'origine et à choisir le site actuel.

De même, d'après les informations fournies par les déplacés, l'évolution du nombre des personnes déplacées n'a pas cessé d'augmenter depuis le début de l'année, suggérant ainsi un accueil important des personnes.

La situation sécuritaire combinée à d'autres facteurs pose d'importantes préoccupations en termes de vulnérabilité des populations. Les besoins prioritaires restent les biens alimentaires, l'accès à l'eau et l'accès à une activités génératrice des revenus autrement dit il faut une mobilisation des solutions durables.

Au-delà de la sécurité, les difficultés liées au manque d'activités génératrices de revenue peuvent également constituer un frein à l'accès aux services de base.

Cette étude a permis de renforcer les connaissances sur la situation en termes de déplacements, de sécurité, de vulnérabilités, et d'accès aux services de base auprès des déplacés.

Les conditions de base des communautés dans cette partie du monde en ce qui concerne la nutrition, la sécurité alimentaire et l'accès aux services de santé ne sont pas élevées. Les déplacements et l'insécurité qui s'ajoutent encore à ce contexte laissent évidemment de

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

nombreuses personnes exposées à des risques.

Les partenaires humanitaires doivent impérativement collaborer avec le gouvernement et les acteurs du développement pour renforcer les liens et la complémentarité entre les programmes de réponse d'urgence et les programmes de développement. Une collaboration renforcée assurera une réponse adéquate et efficace aux besoins urgents ainsi que la recherche et la mise en œuvre de mesures visant à atténuer les causes profondes de la souffrance des victimes.

Les acteurs humanitaires devront faire face pour maintenir une posture de défi face à des besoins humanitaires continus avec des stratégies durables.

En partant de cette vue d'ensemble de la situation en termes besoins humanitaire, il serait intéressant de mettre l'accent sur les résultats et impacts de l'aide humanitaire fournie et sur les possibilités d'amélioration des interventions vis-à-vis des populations déplacées victimes du conflit armé de cette partie du Niger affecté depuis 2014.

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

VIII. RECOMMANDATIONS

Malgré ses limites, cette étude donne un aperçu de la situation humanitaire dans la région de Diffa. Nos entretiens avec un échantillon des déplacés ont confirmé la réalité du terrain vis-à-vis des besoins humanitaires des déplacés.

Il faut souligner qu'en situation de crise, les individus sont souvent confrontés à des décisions difficiles, et manquent de soutien et de conseils sur la manière dont les principes peuvent les aider à résoudre leur problème.

A l'endroit de l'état Nigérien :

- ✓ Adopter des politiques et stratégies relatives au déplacement interne, tant au niveau local que national ;
- ✓ Apporter une assistance alimentaire conséquente et mettre en place des programmes de soutien aux populations déplacées ;
- ✓ Réduire les effets immédiats de la crise et protéger les moyens d'existence des populations vulnérables et directement affectées ;
- ✓ Garantir la continuité et la délivrance des services publics (éducation, santé, eau potable) dans toute la région ;
- ✓ Mettre en œuvre des programmes permettant aux populations, notamment les jeunes, d'avoir des activités économiques leur permettant de vivre dignement plutôt que de vivre de l'assistance alimentaire extérieure ;
- ✓ Renforcer la résilience des déplacés et les capacités de résistance et d'absorption des communautés d'accueil.

Les acteurs humanitaires :

- ✓ Plaider pour soulever des problèmes liés aux besoins fondamentaux et à la dignité des populations affectées ;
- ✓ Renforcer les capacités des populations affectées à s'adapter aux conséquences de la crise, et contrer les difficultés auxquelles elles sont confrontées en raison de leurs ressources limitées (production, revenus) en répondant à leurs besoins de subsistance tels que nourriture, articles non alimentaires et accès aux services de base ;
- ✓ Maximiser l'impact des interventions sur les différents groupes sociaux (agriculteurs, éleveurs) ;
- ✓ Amélioration de l'accès aux services de base ;
- ✓ Rétablir les moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire.

IX. BIBLIOGRAPHIE

1. Ouvrages et articles :

- ✓ International Crisis Group, Le Niger face à Boko Haram : Au-delà de la contre-insurrection Rapport Afrique N°245 | 27 février 2017, p7.
- ✓ Moustapha Issaka, Problématique de l'approche participative dans la gestion des Crises alimentaires au Niger. PP62, P14. Master 2 Management des Crises et Actions Humanitaires, 2013-2014
- ✓ A.T. Moussa Tchangari & Ibrahim Diori (2019), Crise sécuritaire à Diffa : Les droits humains à l'épreuve de l'état d'urgence, Juillet, 4-5.
- ✓ OCHA (2018) « Aperçu des besoins humanitaires et chiffres clés au Niger », Novembre 11-61.
- ✓ SMIRNOVA Tatiana (2018) « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger : penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) », Fondation Croix-Rouge française, *Les Papiers de la Fondation*, n° 19, Mai, 4-32.
- ✓ Hamani Oumarou, Jean-François Caremel, Hadiza Kiari Fougou (2017) « En Gudun hijira » : Fuites, accueils, solidarités et reconfigurations économiques en contexte d'insécurité et d'aide humanitaire dans la région de Diffa, LASDEL, Juillet
- ✓ République du Niger, Cabinet du Premier, (2014), « Appel de Bosso », Décembre, 1-2.
- ✓ Jon Edwards (2016) « ÉTUDE DE CAS, Niger » Janvier 2015 - Août 2016. 7-36
- ✓ Proposition visant l'octroi d'un don d'un million de dollars eu pour financer une opération d'aide d'urgence humanitaire aux déplacés de guerre de la région de diffa. Aout 2016, 5-15,
- ✓ 12.Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « Crise et développement, La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram, 79-294
- ✓ Lemoalle J. et G. Magrin (dir.), 2014, « Le développement du lac Tchad. Situation actuelle et futurs possibles. Collection Expertises collégiales.
- ✓ Gilbert, Lysis Dodd, (2014), "Prolongation of Boko Haram Insurgency in Nigeria: The International Dimensions", *Research on Humanities and Social*

**ANALYSE DES BESOINS HUMANITAIRES DES DEPLACES VICTIMES DU CONFLIT ARME
DANS LE BASSIN DU LAC TCHAD, CAS DES DEPLACES DE DIFFA AU NIGER**

Sciences, 4.11, 1

- ✓ Alternative Espace Citoyen (2015) « Déplacement forcé des populations des îles du lac Tchad au Niger » Rapport de la mission d'observation de la situation humanitaire et des droits de l'Homme à Diffa et N'guigmi, mai, 32.
- ✓ ANDDH & HCR (2019), « Rapport mensuel de Monitoring Protection » Juillet, 7-10
- ✓ OCHA (2018), « Aperçu des Besoins Humanitaires du Niger » Novembre, 4-17
- ✓ Search for Common Ground (2017) "Conflict Scan" *Kallo Karayé*, octobre, 32

2. Sites Internet

- ✓ https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/bih_novembre_2015_171215-.pdf (consulté le 12 juin 2019)
- ✓ <http://www.gouv.ne/index.php/797-rencontre-a-la-primature-avec-les-ptf-sur-la-situation-dans-la-region-de-diffa-280-000-personnes-deplacees-ont-besoin-d-assistance-selon-la-cellule-humanitaire-du-cabinet-du-premier-ministre> (consulté le 24 juin 2019)
- ✓ <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Communiqu%C3%A9%20de%20presse%20lancement%20HRP%202016.pdf> (consulté le 25 juin 2019)